

Expansion des exportations—Loi

Une voix: La machine était bien huilée.

M. Alexander: Elle était effectivement bien huilée et elle était même déjà repartie. Le Messie qui siège de l'autre côté allait pouvoir instaurer l'unité nationale. Il allait encore une fois terrasser l'inflation. Le Messie allait créer . . .

Une voix: Oh, ça va!

M. Alexander: Voilà le ministre d'État à l'Environnement (M. Marchand) qui se fait entendre. Il ne parle pas souvent car il ne comprend pas son travail. Le parti d'en face a déclaré aux Canadiens qu'il peut résoudre nos problèmes. Je sais qu'il croit toujours avoir la haute main au Québec. C'est ce que pense le premier ministre, mais je me demande s'il l'a toujours depuis la querelle de la taxe de vente dont on entend tellement parler depuis quelques semaines. Le gouvernement d'en face a même tranché la question en invoquant la clôture pour mettre fin aux critiques de l'opposition. Les députés d'en face aiment interrompre et estiment que nous ne devrions pas être autorisés à parler. Je compte bien continuer à parler dans l'espoir de dire quelque chose pour la gouverne de la population et non pas celle du groupe là-bas. Ils ne veulent pas que je prenne la parole. Ils ne veulent pas que l'opposition la prenne. Ils ne peuvent supporter la critique. Je compte bien continuer de parler et même demander du temps supplémentaire au besoin.

Une voix: Parlez-nous encore du Messie.

M. Alexander: Le Messie disait donc que son parti réaliserait l'unité nationale. A-t-il oublié que voici dix ans qu'il est au Parlement, comme premier ministre et dirigeant du pays? Il a en effet, entraîné la désunion nationale. En quelques mots, il n'a pas vaincu l'inflation. On n'a pas enregistré de croissance. Nous aurons de la chance si la croissance atteint 3 p. 100, malgré les 5 p. 100 annoncés par le ministre des Finances (M. Chrétien). Nous ne pouvons ajouter foi à ses prévisions car toutes les données que lui fournissent ses collaborateurs en matière de croissance, d'emploi et d'inflation se sont révélées erronées. A tel point que personne ne peut faire de projets parce que personne ne sait ce qui se passe.

● (1752)

Les Canadiens ont perdu confiance dans le gouvernement actuel. Nos gouvernants pensaient encore l'avoir jusqu'à ce qu'ils éprouvent le choc de la publication des sondages dans la province de l'Ontario. Alors, ils ont pris peur. Tout était fin prêt pour les élections jusqu'à ce qu'ils apprennent que l'Ontario n'aime plus le premier ministre. Il est fini. Le gouvernement ne peut plus embobiner les Canadiens.

Ce qui est surprenant, c'est que deux ministres seulement sont présents, le ministre d'État à l'environnement qui ne sait pas de quoi traite le bill . . .

M. Marchand: J'en sais autant que vous.

M. Alexander: . . . et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen) qui a bien des problèmes. Je le plains, car il a tellement de difficultés pour créer des emplois. Mais je me tourne vers mon vieil ami, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, pour lui demander: «Ne comprend-il pas sur quoi porte ce bill?» Pourquoi ne se lève-t-il pas pour répondre:

[M. Alexander.]

«Je l'ai examiné, il me semble satisfaisant mais vraiment je n'en sais rien; nous pensons qu'à court terme il est satisfaisant, ou qu'à court terme, il ne l'est pas.» Pour ma part, je dirais qu'à court terme ce bill pourrait présenter certains avantages mais qu'à long terme, c'est une abomination. Nos vis-à-vis devraient avoir au moins la décence et la courtoisie de se lever et de se prononcer à ce sujet. Ils se contentent de me regarder. Je sais que je suis beau mais pour l'amour du ciel, cessez de me regarder, lisez votre bill et comprenez ce qui se passe.

M. Marchand: Comment allez-vous voter sur ce bill?

M. Alexander: Voilà à nouveau le ministre d'État (Environnement). Nous n'avons qu'à suivre notre porte-parole. Celui-ci sait ce qu'il doit faire, tout comme moi, chaque fois que je vote pour un projet de loi. De ce côté-ci de la Chambre, nous savons ce que nous allons faire, mais que font donc les députés d'en face? Que pensent-ils de ce projet de loi qui essaie d'embobiner les Canadiens en leur soutirant 26 milliards de dollars? Le ministre d'État (Environnement), monsieur l'Orateur, va-t-il se décider à se lever et à prendre la parole, au lieu de rester assis? Quel genre de débat est-ce là? Il faut être homme ou femme et se lever à la Chambre et dire ce que l'on pense. Il n'y a pas un seul député du parti libéral qui a eu l'honnêteté ou le courage de se lever et d'annoncer quelle était exactement la prise de position du gouvernement. Il y a au moins un secrétaire parlementaire, en général, prêt à se lever et à exposer le point de vue du gouvernement. C'est tout ce que j'ai entendu de la bouche du ministre de l'Environnement à la Chambre, encore fait-il toujours ses déclarations de son siège. Un de ces jours, monsieur l'Orateur, nous allons entendre . . .

M. Lumley: C'est de l'obstruction.

M. Alexander: De l'obstruction. Voilà le secrétaire parlementaire qui a déjà cherché à duper les provinces avec le projet de loi C-56. On a fait chanter certaines des provinces, en les forçant à accepter le projet de loi, et avant d'avoir le temps de dire ouf, elles payaient aux contribuables du Québec \$85, en laissant de côté les plus défavorisés. Voilà l'attitude du secrétaire parlementaire, et l'on vient nous dire maintenant que l'on place toutes les provinces sur le même pied.

Ce projet de loi vaudrait bien d'autres remarques, particulièrement en ce qui concerne les libéraux. Les Canadiens se demandent pourquoi le gouvernement accorde plus d'attention à l'industrie étrangère qu'aux maux de sa propre industrie qui, pourtant, à long terme, rendrait le pays plus prospère et remettrait sur pied une économie digne d'être transmise à nos enfants. Les Canadiens se demandent par exemple pourquoi l'on ne s'intéresse pas davantage à l'industrie de la pâte à papier, qui est en pleine dégringolade et qui a besoin d'un coup de pouce financier. Nous disposons des ressources humaines pour le faire et d'une main-d'œuvre toute prête à travailler. Pendant combien de temps encore les industries canadiennes vont-elles se contenter d'être au deuxième rang par rapport à